



Corbyn discute avec les partis pro-maintien dans l'UE pour diriger un gouvernement « intérimaire » ou s'effacer en faveur d'un « gouvernement d'union nationale »

Par [Chris Marsden](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 03 octobre 2019

[wsws.org](#) 2 octobre 2019

Le ministre des Finances fantôme du Parti travailliste, John McDonnell, s'est opposé publiquement à un projet de « gouvernement d'union nationale » et a insisté sur le droit de Jeremy Corbyn à diriger un « gouvernement intérimaire » afin d'empêcher un Brexit sans accord.

McDonnell l'a fait après que les discussions entre partis de l'opposition aient échoué à trouver un accord. La seule chose sur quoi ils se sont mis d'accord fut de ne pas lancer de motion de censure contre le gouvernement conservateur de Boris Johnson avant de s'assurer qu'il soit incapable de mettre à exécution sa menace de sortie de l'UE sans arrangement commercial et douanier.

Corbyn a reçu lundi dans son bureau du Parlement le chef de la fraction parlementaire du Parti national écossais (SNP), Ian Blackford; la cheffe libérale démocrate Jo Swinson; Liz Saville Roberts, cheffe de Plaid Cymru (Parti national du Pays de Galles); Caroline Lucas des Verts; et Anna Soubry, cheffe du Groupe indépendant pour le changement (GIC).

McDonnell a déclaré ensuite qu'il était « peu probable » que le Parti travailliste dépose une motion de censure avant le sommet de l'UE du 17 octobre, après quoi Johnson devra présenter au Parlement tout nouvel accord conclu. Si cela est rejeté, la loi Benn adoptée le mois dernier lui ordonne de demander une prolongation de l'échéance de sortie de l'UE jusqu'au mois de janvier de l'année prochaine.

Corbyn a proposé de diriger un gouvernement intérimaire jusqu'à l'obtention d'une prolongation, puis de déclencher des élections législatives. Il a convenu qu'un nouveau gouvernement travailliste s'engagerait à organiser un deuxième référendum, mais seulement après que le Parti travailliste ait négocié un nouvel accord sur le Brexit garantissant l'accès au marché unique européen. Ceci figurerait comme une option dans un deuxième référendum à côté du choix de rester dans l'UE.

Les discussions de lundi ont confirmé que cette manœuvre alambiquée est inacceptable pour la plupart des tendances politiques auxquelles Corbyn fait appel. Swinson a réaffirmé que les 18 députés de son parti ne mettraient jamais Corbyn au pouvoir, même à titre temporaire. « J'ai été plus que claire, mais je répète encore, Jeremy Corbyn n'accédera pas au pouvoir grâce aux voix des libéraux-démocrates », a-t-elle déclaré à *Sky News*.

Elle a souligné qu'elle parlait au nom des autres, y compris les 21 députés conservateurs expulsés de leur parti et les cinq membres du Groupe indépendant pour le changement (GIC), vestiges d'une alliance entre ex-députés travaillistes 'blairistes' [partisans droitiers de Tony Blair] et conservateurs pro-UE. Tout cela signifiait que Corbyn n'avait « tout simplement pas assez de voix » pour constituer une majorité au Parlement.

Le conservateur pro-UE Dominic Grieve a déclaré que ses collègues rebelles ne soutiendraient un gouvernement provisoire chargé de superviser une prolongation du Brexit et un deuxième référendum que si le Parti travailliste acceptait un Premier ministre par intérim « qui n'est pas associé à un point de vue politique aussi radical ».

Anna Soubry, ancienne dirigeante du groupe conservateur IGC a déclaré que Corbyn ne serait « pas installé à la résidence du premier ministre avec le soutien du GIC ». Le député blairiste de l'ICG, Chris Leslie, a confié au *Sun* : « J'ai pour politique de ne jamais autoriser des marxistes [parlant de Jeremy Corbyn] à accéder au poste de premier ministre. »

Swinson n'a pas fait référence ouvertement à la couche plus large de députés blairistes encore au Parti travailliste avec qui elle est en discussion et qui sont tout aussi hostiles à ce que Corbyn devienne premier ministre. Dirigés par le chef adjoint du Parti travailliste Tom Watson, ils ont tenté sans succès à la conférence du parti la semaine dernière de pousser celui-ci dans une position explicitement pro-UE et de tenir un référendum avant toute élection générale. Swinson dit ouvertement ce qu'ils avaient convenu en privé - qu'un gouvernement par intérim devait être dirigé par « une personnalité bien respectée et au-dessus de la mêlée politique quotidienne » - et que ce gouvernement superviserait également un référendum avant des élections générales.

Ceci est perçu comme la préparation à un gouvernement d'union nationale à plus long terme - en anticipation de ce que le Parti travailliste n'obtiendra pas la majorité en cas d'élections générales, que Corbyn sera obligé de démissionner et qu'un nouveau dirigeant acceptera une collaboration politique plus permanente.

La liste de candidats potentiels à la tête d'une telle formation s'allonge ; deux conservateurs y figurent, le cacique Ken Clarke, expulsé après avoir soutenu la loi Benn, et l'ancienne ministre de l'Intérieur Amber Rudd.

Une autre favorite est la blairiste Margaret Beckett, qui a indiqué son accord. Le secrétaire fantôme au Brexit, Sir Keir Starmer, a fait savoir en privé qu'il était lui aussi en lice.

McDonnell espère mobiliser le soutien du Parti national écossais, de Plaid Cymru, et de la députée des verts, Caroline Lucas, et faire jouer la crise désespérée du Brexit pour que les libéraux-démocrates et autres reculent. À propos de Swinson il a déclaré: « Je crois fermement au pouvoir de la conversion. » Les rebelles conservateurs voulaient « évidemment » voir quel accord Johnson obtiendrait au sommet de l'UE avant de décider de soutenir ou non une motion de censure, a-t-il ajouté. Cependant, Nicola Sturgeon, cheffe du Parti national écossais, a souligné qu'elle ne tenait pas absolument à l'idée d'un Corbyn premier ministre par intérim et qu'elle était « ouverte » quant à la personne qui assumerait ce rôle.

Plus important encore, une posture de «fermeté» des partisans de Corbyn ne compte pour rien étant donné leurs capitulations constantes aux diktats des blairistes. Avant la réunion de lundi, le *Sunday Times* a cité des sources travaillistes affirmant que « Jeremy Corbyn

pourrait se retirer pour permettre à un autre premier ministre par intérim d'éviter le Brexit sans accord [...] Une source du Parti travailliste a déclaré que M. Corbyn n'avait pas à '100 pour cent' exclu l'option 'mais nous penchons fortement contre ».

Après la réunion, Corbyn a déclaré à la presse qu'il existait «d'énormes divergences politiques» entre les partis, «mais nous nous sommes unis sur cette question pour empêcher un Brexit sans accord».

Le refus de Corbyn de prendre une position qui ne serait pas acceptable à l'élite dirigeante britannique, son hostilité absolue à mobiliser la classe ouvrière contre les conservateurs et leurs alliés 'blairistes', est ce qui maintient Johnson au pouvoir aujourd'hui. Cela a surtout permis que la classe ouvrière soit divisée et poussée à soutenir l'une des deux factions droitières rivales de la classe dirigeante dans la crise du Brexit.

Le résultat est que, après que Corbyn a été élu deux fois à la tête de son parti avec une majorité massive sur la base de sa promesse de s'opposer à l'austérité et au militarisme, c'est la droite qui continue de dicter la marche à suivre et la classe ouvrière est exclue de la vie politique.

Le *Sunday Times* a publié une étude interne fuitée, révélatrice, menée par les alliés syndicaux du Labour, qui prédit que le parti perdra en fait 100 sièges lors de toute élection législative. Selon le sondage, « un tiers des électeurs ayant voté pour le Parti travailliste aux dernières élections pourrait abandonner le parti et soutenir les libéraux-démocrates. Dix pour cent encore devraient soutenir le Parti du Brexit... »

Le *Times* affirme qu'on fait des efforts frénétiques pour trouver un héritier «de gauche» si Corbyn démissionne. On rapporte que McDonnell, qui est clairement pro-maintien dans l'UE, serait sur le point de « lancer un bras de fer pour écarter les aides stalinien [pro-Brexit] de Corbyn, comme Seumas Milne, son directeur stratégie et communication, en se chargeant lui-même du fonctionnement quotidien du parti à l'approche d'une l'élection générale ».

Le *Times*, la publication phare de Rupert Murdoch, prédit qu'une succession « de gauche » est loin d'être certaine, étant donné que les blairistes restent fermement ancrés dans le parti grâce à Corbyn: « Jusqu'à 100 députés travaillistes, y compris des membres du cabinet fantôme, ont indiqué qu'ils étaient prêts à quitter le Parti travailliste » avec son chef adjoint Tom Watson pour former un nouveau groupe dissident si nécessaire et que « Sir Keir Starmer, Emily Thornberry et même la députée Jesse Phillips devraient également entrer dans la course alors qu'ils préparent une offensive pour récupérer leur parti et le repositionner au centre ».

Chris Marsden

Article paru en anglais, WSWs, le 2 octobre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)
Copyright © [Chris Marsden, wsws.org](https://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca